

PATRONAT-GOUVERNEMENT, MAINTENANT, CA SUFFIT ASSEZ DE PROFIT, DE SUREXPLOITATION, REGULARISEZ !!

Depuis 20 ans, nous ne cessons d'exiger la régularisation de toutes et tous les sans-papiers qui vivent et qui, pour l'écrasante majorité, travaillent en France.

Les diverses luttes menées ont permis d'arracher des acquis sur le regroupement familial, la vie commune, la prise en compte des enfants scolarisés et la régularisation de milliers de travailleur(e)s sans-papiers salariés ou intérimaires avec fiches de paye, et aussi non déclarées telles les femmes travaillant dans l'aide à la personne.



Mais le gouvernement maintient dans la clandestinité des centaines de milliers de sans-papiers sans aucuns droits, à la merci d'une frange patronale peu scrupuleuse, qui les surexploite avec des salaires inférieurs au SMIC, sans fiches de paye.

Nous, travailleur(e)s sans-papiers, dénonçons ces dizaines de milliers de patrons affiliés à la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME) qui :

- Nous payent à la tâche, en liquide, et nous téléphonent quelques heures avant qu'ils aient besoin de nous.
- Nous emploient à plein temps mais ne nous versent que 300 à 400 euros par mois « au black » en guise de salaire, comme les employeurs des salons de coiffure du quartier de la gare de l'est
- Nous déclarent à mi-temps alors que nous en faisons plus, parfois le double.
- Ne nous payent ni les heures sup', ni les jours de congé, qu'au demeurant nous ne prenons jamais
- Nous emploient au travail dissimulé, ce qui nous interdit toute régularisation

Le 6 mars, le lancement de notre campagne, qui a pour objectifs la dénonciation du travail dissimulé et la régularisation des sans papiers, avec ou sans fiches de paye, a été un succès, notre rassemblement au ministère du travail ayant regroupé 500 sans papiers.

Aujourd'hui, notre manifestation à la CGPME a pour objectif de faire savoir qu'une partie du patronat poursuit des pratiques que nous condamnons. Au travers de la CGPME, c'est le gouvernement que nous interpellons en exigeant la régularisation, avec une carte de 10 ans renouvelable de plein droit, de tou(te)s ces travailleur(e)s sans papiers, condition nécessaire pour mettre fin aux situations indignes qu'ils subissent constamment depuis des décennies.

Les coiffeuses du 57, bd de Strasbourg travaillant sans contrat de travail ni fiches de paye ont obtenu leur régularisation après 8 mois de grève. Par leur courage, elles nous montrent la voie.

Pour enfin assécher durablement le terreau du profit, de l'augmentation constante du travail dissimulé par un patronat peu scrupuleux, il appartient au gouvernement de « remettre les compteurs à zéro » en régularisant tous les sans-papiers vivant et travaillant en France.

La dernière régularisation globale remonte à 1983, il y a 32 ans !!! Ça suffit. Les sans-papiers, avec leurs soutiens, combattront sans relâche pour l'égalité des droits, pour la régularisation de toutes et tous, contre cette surexploitation qui les transforme en esclaves des temps modernes.

**MANIFESTATION VENDREDI 17 AVRIL A 15 H 00
METRO GRANDE ARCHE DE LA DEFENSE (Sortie E)**

**Union Nationale des Sans Papiers
Campagne racket**